

BROCCO Pierre-Olivier
BROCCO Maurice et Elizabeth
15 rue des bourdisquettes
31620 FRONTON
0635234084

R. 1015

Fronton, le 09 novembre 2018.

Mr Le Commissaire Enquêteur,

Nous sommes propriétaire de plusieurs parcelles situées Lieu dit Vergnes, Avenue Jean Bouin à FRONTON 31620 (n°1270, 1271, 1279, 1280, 1275, 1276).

Un arrêté de lotir a été délivré le 30 juin 2005 par la mairie de Fronton à l'ancien propriétaire Mr Pierre DASTE. Ce dernier a réalisé un lotissement de 3 lots.
Nous avons acquis 2 de ces lots en 2006 (lot n°2 et n°3).

Le 01 mars 2011, un permis de construire a été déposé en mairie et approuvé le 20 juin 2011.

Toutes les taxes en découlant ont été réglées en 2013.

Une déclaration d'ouverture de chantier a été déposée en mairie le 20 juin 2013.
Pour des raisons professionnelles, uniquement le chemin d'accès au chantier a été réalisé.

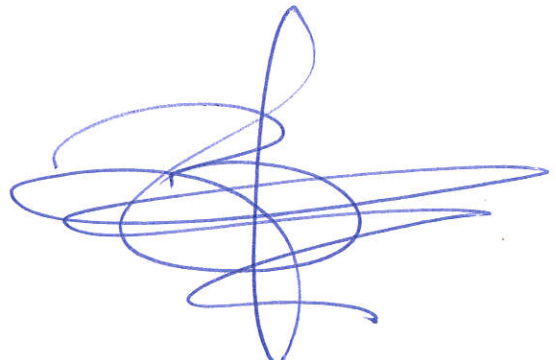
En 2016, désireux de reprendre le projet sur le lot 3 et de construire sur le lot 2, nous avons voulu déposer un modificatif de permis et un permis de construire.

Nous avons été informé que nos terrains étaient devenus inconstructibles suite à une carence en eau sur la zone.

Cependant des parcelles jouxtant notre propriété étaient quant à elles en cours d'édification.

Nous vous demandons de bien vouloir reclasser nos parcelles en terrains constructible afin que nous puissions nous aussi poursuivre nos projets de résidences.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Commissaire Enquêteur, l'expression de nos sincères salutations.





COMMUNE DE FRONTON (H-G)

Lotissement (3 lots)

Propriété de M DAST Pierre

05 61 82 41 68



PLAN DE SITUATION (1/25 000)

CADASTRE

Lieu-dit: Vergnes

Section: G

N : 152 153 174 partie de 1018

S mesurée : 11 990 m²

BORNE OGE



ECHELLE DE 1/500

EN CAS DE CLOTURE LE LONG DU
DOMAINE PUBLIC, IL EST NECESSAIRE
DE DEMANDER L'ALIGNEMENT AUX
SERVICES DES COLLECTIVITES GESTIONNAIRES.

Coordonnées indépendantes

DOSSIER: 92093

Michel ARMAND

Géomètre Expert-Indépendant

11 rue de la République

31100 FRONTON

Tél. 05 61 82 41 68

Chambre d'Inscription 3159

FRONTON

LE 21/06/2007



$$Y = 1050 -$$

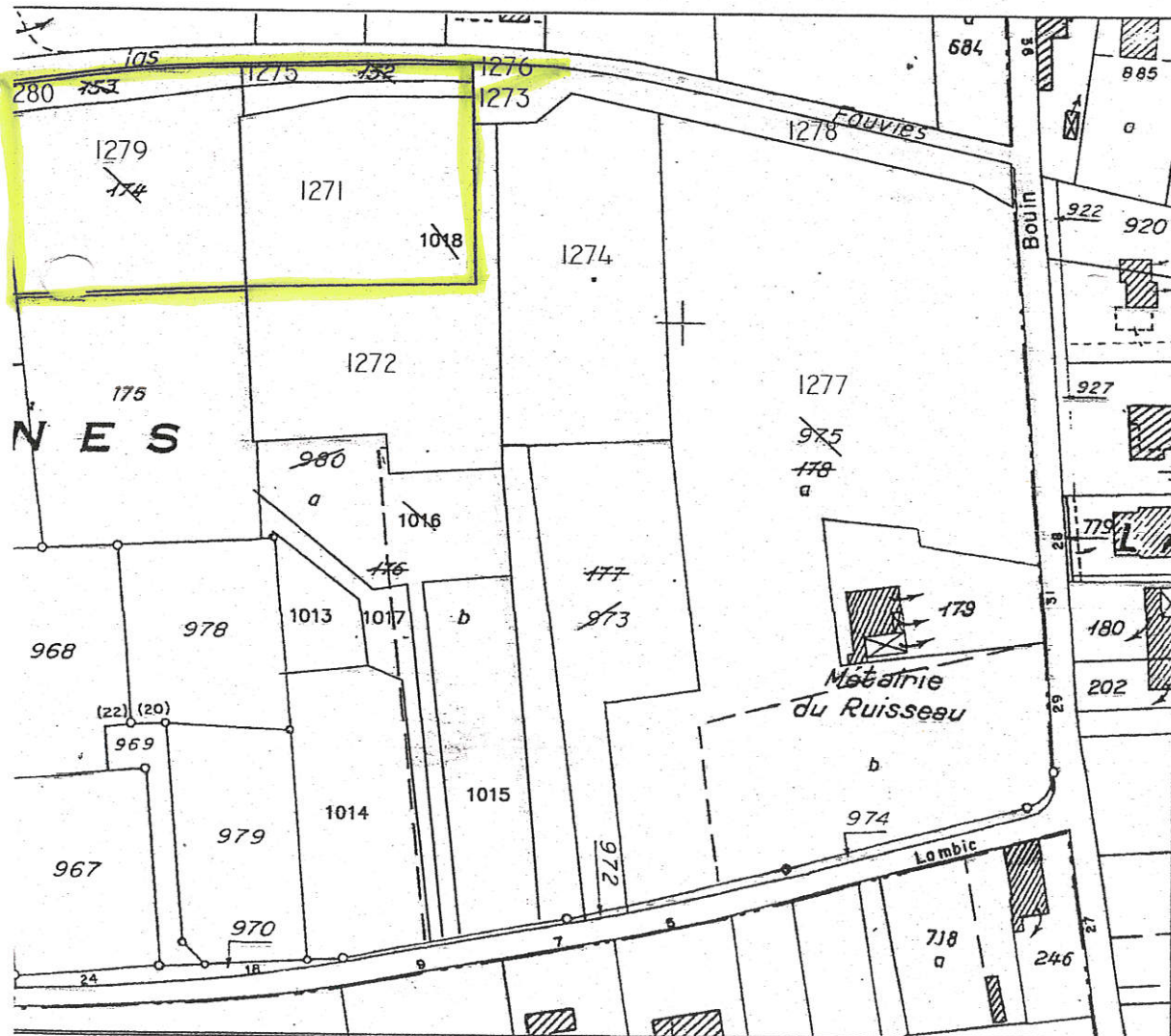
AVENUE JEAN-BOUIN

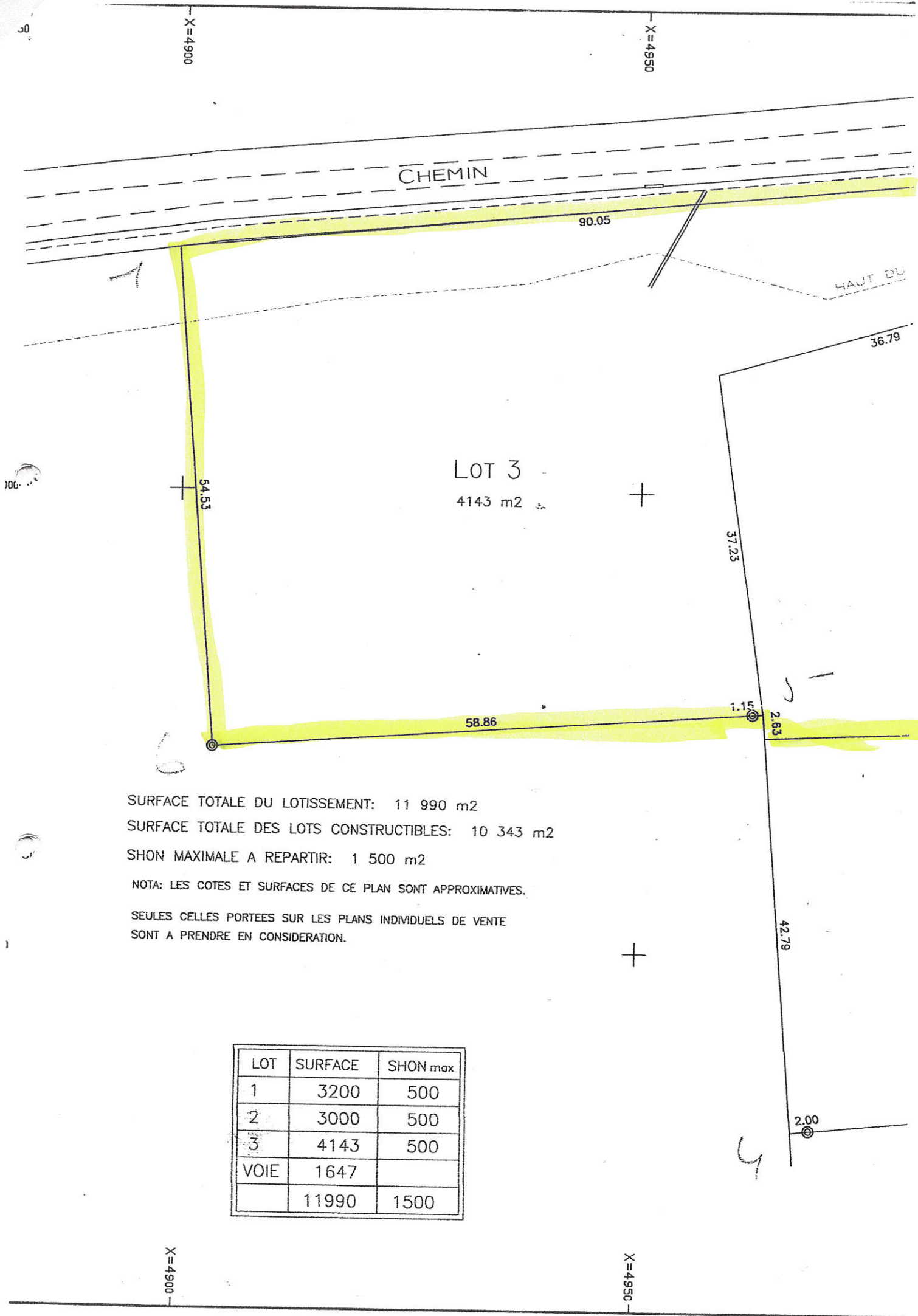
90.23

10.0

10.80

LAN CADASTRAL (SANS ECHELLE)





LOT 3

4143 m²

SURFACE TOTALE DU LOTISSEMENT: 11 990 m²

SURFACE TOTALE DES LOTS CONSTRUCTIBLES: 10 343 m²

SHON MAXIMALE A REPARTIR: 1 500 m²

NOTA: LES COTES ET SURFACES DE CE PLAN SONT APPROXIMATIVES.

SEULES CELLES PORTEES SUR LES PLANS INDIVIDUELS DE VENTE
SONT A PRENDRE EN CONSIDERATION.

LOT	SURFACE	SHON _{max}
1	3200	500
2	3000	500
3	4143	500
VOIE	1647	
	11990	1500

X=5000

X=5050

DES

RUISSEAU 35.55

31.53

VOIE

1647 m²

15.37

14.33

14.73

5.01

11.03

11.01

36.71

LOT 2 +
3000 m²

Rejet des Eaux Pluviales

63.32

84.07

LOT 1
3200 m²



34.82

8.03

29.54

PÉRIMÈTRE DE LA



LOTISSEMENT

X=5000

X=5050

- Un certificat d'achèvement des travaux délivré par Monsieur le Maire de FRONTON le 30 juin 2005.

CERTIFICAT D'ACHEVEMENT DE TRAVAUX

COMMUNE
FRONTON

DELIVRE PAR LE MAIRE

LOTISSEMENT DAST		référence dossier
Déposée le :	02/06/2005	N° LT3120204LE008
Par :	M. DAST PIERRE	Nombre de lots : 3
Demeurant à :	31 avenue Jean Bouin 31620 FRONTON	
Représenté par :	Vergnes	
Sur un terrain sis à :	Vergnes	

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles R 315-36-a,
Vu le plan d'occupation des sols approuvé le 10/03/88 et révisé en date du 28/01/93,
Vu la mise à jour du Plan d'Occupation des Sols de Fronton par Arrêté municipal du 22.10.2001,
Vu l'arrêté municipal du 13/05/2005 autorisant M. DAST Pierre à créer un lotissement dénommé DAST,
Vu la demande présentée par le lotisseur afin que soit certifiée l'exécution totale des prescriptions imposées par l'arrêté d'autorisation susvisé,

C E R T I F I E :

- Que les prescriptions imposées par l'arrêté d'autorisation de lotir susvisé sont à la date de la délivrance du présent certificat exécutées dans leur totalité.
- Que la vente (ou la location) des terrains compris dans le lotissement est en conséquence autorisée.
- Que des permis de construire pourront être délivrés pour des projets conformes aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation de lotir.

Fait à
Le
LE MAIRE



30 JUN 2005

POUR LE MAIRE
L'ADJOINT CHARGE DE L'URBANISME
Michel JUSTOU

OBSERVATIONS:

La délivrance de ce certificat ne dégage pas le lotisseur de ses obligations et de sa responsabilité vis à vis des acquéreurs des lots, notamment en ce qui concerne l'application du cahier des charges ou du règlement et de l'exécution des travaux.
La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'auteur de l'acte ou d'un recours contentieux devant le juge administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de l'exécution des mesures de publicité stipulées par le Code de l'Urbanisme lorsque la décision donne lieu à de telles mesures (article R 315-42).
La présente décision est transmise ce jour au représentant de l'Etat conformément aux dispositions prévues par l'article L 421-2-4 du Code de l'Urbanisme. Elle est exécutoire à compter de sa réception.

DP

2

Rob

DESCRIPTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION		référence dossier :
Déposée le 26/07/2004	Complétée le 31/01/2005	N° LT3120204LE008
Par :	M. DAST PIERRE	
Demeurant à :	31 avenue Jean Bouin 31620 FRONTON	
Représenté par :		
Pour :	réaliser un lotissement de 3 lots	
Sur un terrain sis :	Vergnes	

Le Maire :

vu la demande d'autorisation de lotir susvisée,
vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 315-1 et suivants et R 315-1 et suivants,
vu le plan d'occupation des sols approuvé le 10/03/88 et révisé en date du 28/01/93,
vu la mise à jour du Plan d'Occupation des Sols de Fronton par Arrêté municipal du 22.10.2001,
vu la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau
vu l'engagement du lotisseur d'attribuer en propriété indivise les équipements communs des lots,
vu le certificat d'urbanisme n° CU 31 202 03 UE 021 délivré le 27/05/2004
vu le Récépissé de Déclaration en date du 20/04/2005, prévu par la loi n° 92 du 03/01/1992 sur l'Eau et ses décrets
l'application n° 93. 742 et 93.743 du 29/03/1993.

ARRETE

Article 1er : DECISION

L'autorisation de lotir est accordée pour la réalisation de l'opération susvisée, sur une propriété foncière cadastrée section 3 152, 153, 174 et 1018p pour un nombre de 3 lots.
La surface hors oeuvre nette maximale constructible sur l'ensemble de l'opération est fixée à 1500m².
La répartition par lots de cette surface hors oeuvre nette constructible figure au tableau ci-annexé,

Article 2 : CONDITIONS DE REALISATION - DELAIS D'EXECUTION

La réalisation du lotissement devra être conforme aux dispositions définies dans les plans et le programme des travaux ci-annexés, ainsi qu'aux prescriptions énoncées ci-après.
Les travaux d'aménagement devront être commencés dans un délai de DIX-HUIT MOIS et achevés dans un délai de TROIS ANS, à compter de la notification du présent arrêté. A défaut, celui-ci sera caduque.

Article 3 : ALIGNEMENT - AUTORISATION DE VOIRIE

Avant tout commencement de travaux, l'alignement et les autorisations de voirie devront être obtenus après avoir été sollicités auprès de M. le Maire de la commune du lieu du lotissement, qui transmettra les demandes aux services compétents. Le lotisseur réalisera ces ouvrages.

Article 4 : AMENAGEMENTS

4.1 - Voirie

Le lotisseur réalisera la voie de desserte intérieure de l'opération y compris notamment l'aménagement de l'accès à la voie publique, et la construction des ouvrages d'écoulement des eaux pluviales.

4.2 - Assainissement pluvial

Le lotisseur réalisera l'évacuation des eaux pluviales aux ouvrages existants ou à créer.
Le lotisseur aura la charge du curage et du reprofilage du fossé.
Les eaux pluviales seront conservées dans les limites des lots par l'intermédiaire de cuves de rétention à la charge des constructeurs (se conformer au récépissé de déclaration ci-annexé)

4.3 - Eau potable

L'alimentation en eau potable sera assurée après accord à demander à M. le Président du Syndicat des Eaux concerné.
Le lotisseur devra mettre en place des bouches d'arrosage avec niche à compteur et compteurs en nombre suffisant afin de permettre l'entretien des plantations et des espaces verts prévus.

4.4 - Electricité

La distribution d'énergie électrique sera réalisée conformément aux règles en vigueur et en accord avec le distributeur local.

4.5 - Télécommunications

Le lotisseur devra aménager, pour l'ensemble du lotissement, des gaines de desserte de l'opération en accord avec le service des Télécommunications.

Article 5 : PARTICIPATIONS FINANCIERES

A la charge des constructeurs

Les constructeurs devront s'acquitter, à la délivrance des permis de construire:

- de la taxe locale d'équipement
- de la taxe départementale pour le financement des conseils d'architecture d'urbanisme et d'environnement

Article 6 : CESSION DES LOTS

Un certificat administratif sera délivré au lotisseur, à sa requête, par l'autorité compétente conformément à l'article R 315-36 du code de l'urbanisme. Mention de ce certificat doit figurer dans les actes portant mutation ou location.

Préalablement à la demande de certificat administratif ou conjointement avec elle l'attestation notariée de publicité du présent arrêté.

Le lotisseur produira également l'attestation de branchement aux divers réseaux délivrée par les concessionnaires après avoir exécuté les essais préalables à leur mise en service.

Article 7 : SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Le lotissement se trouve situé dans une zone de protection d'un centre radioélectrique où il est interdit de produire ou de propager des perturbations se plaçant dans la gamme d'ondes radioélectriques reçues par le centre et présentant pour ses appareils un degré de gravité supérieur à la valeur compatible avec l'exploitation de celui-ci.

Article 8 : REGLES PROPRES AU LOTISSEMENT

- La réalisation du dispositif d'assainissement autonome est effectuée sous la responsabilité des constructeurs et sous contrôle de la commune. Ces derniers sont invités à respecter les dispositions suivantes : fosse toutes eaux de 1000 litres par chambres suivie d'un filtre à sable drainé à flux vertical pour le lot 1 et d'un filtre à sable drainé à flux horizontal pour les lots 2 et 3 (se conformer aux prescriptions de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales figurant dans l'avis ci-annexé).

Article 9 : PUBLICITE DE L'ARRETE

Le présent arrêté sera publié au fichier immobilier par les soins du pétitionnaire qui, dans les meilleurs délais, devra aviser l'autorité compétente de l'accomplissement de cette formalité.

ARTICLE 10 : EXECUTION DE L'ARRETE

Le Maire de Fronton est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le

Le Maire


18 MAI 2005
POUR LE MAIRE
L'ADJOINT CHARGE DE L'URBANISME
Michel JUSTOU



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 421-2-4 du Code de l'Urbanisme.
Elle est exécutoire à compter de sa transmission.

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.
- **AFFICHAGE** : Mention de l'autorisation de lotir doit être affichée sur le terrain, de manière visible de l'extérieur, par le bénéficiaire dès sa notification et pendant toute la durée du chantier. Elle est également affichée en mairie pendant deux mois.
- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

COMMUNE DE FRONTON

LOTISSEMENT CREE PAR M. DAST Pierre

NOMBRE DE LOT : 3

NOTICE EXPLICATIVE

Monsieur DAST Pierre est propriétaire des parcelles G 152 153 174 et partie de 1018 d'une contenance de 1 ha 19 a 90 ca, au lieu-dit « Vergnes », Commune de FRONTON.

Monsieur DAST se propose de créer un lotissement de 3 lots.

LOT 1	3200 m ²	SHON max 500 m ²
LOT 2	3000 m ²	SHON max 500 m ²
LOT 3	4143 m ²	SHON max 500 m ²
CHEMIN COMMUN	1647 m ²	

Les lots sont définis sur le plan ci-joint.

Fait à Fronton, le 06 juillet 2004



Michel ARMAND

Geomètre-Expert-Foncier D.P.L.G.
Membre de l'Ordre n° 3159

B.P. n° 5 - 31620 FRONTON
Tél. 05 61 82 41 68

COMMUNE DE FRONTON

LOTISSEMENT CREE PAR M. DAST Pierre

NOMBRE DE LOT : 3

PROGRAMME DES TRAVAUX

Les lots seront équipés comme suit :

ACCES :

L'accès se fera par un chemin commun (parties des parcelles G 975 et 1018).

Une quote part de la propriété du chemin commun sera cédée à chacun des acquéreurs des lots.

Ce chemin sera stabilisé.

ASSAINISSEMENT :

Les lots seront équipés par un système d'assainissement individuel .

EAU POTABLE :

Les lot seront alimentés grâce à l'extension du réseau existant.

EAUX PLUVIALES :

Le rejet des eaux pluviales sera dirigées vers le ruisseau existant le long du chemin des Fauvies.

EDF :

Les lot seront alimentés grâce à l'extension du réseau EDF-MT existant.

TELECOM :

Les lot seront alimentés grâce à l'extension du réseau Télécom existant.

Fait à Fronton, le 05 juillet 2004



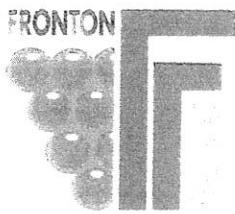
Michel ARMAND

Geomètre-Expert Foncier D.P.L.G.

Membre de l'Ordre n° 3159

B.P. n° 5 - 31620 FRONTON

Tél. 05 61 82 41 68



Fronton, le 24 septembre 2008

MAIRIE DE FRONTON

31620

Tél : 05 62.79.92.10

Fax : 05 62.79.92.12

mairie.fronton@wanadoo.fr

M. et Mme BROCCO

15 rue des Bourdisquettes

31620 FRONTON

OBJET : raccordement assainissement
Avenue Jean Bouin

Copie :


P.J. :

Madame, Monsieur,

En réponse à votre courrier concernant le projet de construction au lieu dit Vergnes, nous sommes en mesure de vous confirmer que le réseau, lorsqu'il sera installé avenue Jean Bouin, aura une profondeur de 2 mètres. Vous pouvez donc, si vous le souhaitez, réaliser le réseau en propriété privée et prévoir de vous raccorder sur un regard placé en limite de la parcelle 1278.

Je reste à votre disposition et vous prie d'accepter, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Michel LUGOU
Maire adjoint



Récépissé de dépôt d'une demande de permis de construire une maison individuelle ou ses annexes

Monsieur,

Vous avez déposé une demande de permis de construire. **Le délai d'instruction de votre dossier est de DEUX MOIS** et, si vous ne recevez pas de courrier de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'un permis tacite.

Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous écrire :

- soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...);
- soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier;
- soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où un permis tacite n'est pas possible.

Si vous recevez une telle lettre avant la fin du premier mois, celle-ci remplacera le présent récépissé.

- **Si vous n'avez rien reçu à la fin du premier mois suivant le dépôt, le délai de deux mois ne pourra plus être modifié.**
- **Si aucun courrier de l'administration ne vous est parvenu à l'issue de ce délai de deux mois, vous pourrez commencer les travaux¹ après avoir :**
 - adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (vous trouverez un modèle de déclaration CERFA n° 13407*01 à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement);
 - affiché sur le terrain ce récépissé sur lequel la mairie a mis son cachet pour attester la date de dépôt;
 - installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).
- **Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :**
 - dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
 - dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

1) Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès la délivrance du permis et doivent être différés : c'est le cas des travaux situés dans un site classé. Vous pouvez vérifier auprès de la mairie que votre projet n'entre pas dans ces cas

(à remplir par la mairie)

Le projet ayant fait l'objet d'une demande de permis n° **PC 031202 11S0012** déposée à la mairie le **01/03/2011** par **Monsieur BROCCO Pierre Olivier**

fera l'objet d'un permis tacite² à défaut de réponse de l'administration deux mois après cette date. Les travaux pourront alors être exécutés après affichage sur le terrain du présent récépissé et d'un panneau décrivant le projet conforme au modèle réglementaire.

2) Le maire ou le préfet en délivre certificat sur simple demande.

Cachet de la mairie :



Délais et voies de recours : Le permis peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600-2 du code de l'urbanisme).

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation (article R. 600-1 du code de l'urbanisme).

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : Il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis de construire respecte les règles d'urbanisme.

**MAIRIE
Fronton**

**PERMIS DE CONSTRUIRE avec prescriptions
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

DESCRIPTION DE LA DEMANDE

référence dossier

Demande déposée le 01/03/2011

N° PC 031202 11S0012

Complétée le 18/04/2011

Par : Monsieur BROCCO Pierre Olivier
Demeurant à : 15 Rue des Bourdisquettes

Surfaces hors œuvre créées
Nette : 230.00 m²

Représenté par :
Pour : Edifier une maison individuelle

Destinations : habitat

Sur un terrain sis à : VERGNES à Fronton

Le Maire de Fronton

Vu la demande de permis de construire présentée le 01/03/2011 par Monsieur BROCCO Pierre Olivier demeurant 15 Rue des Bourdisquettes à Fronton.

Vu l'objet de la demande :

Pour : Edifier une maison individuelle
Sur un terrain situé à : VERGNES à Fronton

Vu le code de l'urbanisme

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 20/12/2006

Vu l'arrêté en date du 18/02/2005 autorisant le lotissement n° PA 031 202 04 LE 008, lot n°3

Considérant que le projet n'est pas desservi par le réseau d'assainissement collectif

Considérant que le projet est constitué de toitures terrasses végétalisées constituant un dispositif de rétention des eaux pluviales pouvant en ce sens être autorisées par les dispositions de l'article L111.6.2 du code de l'Urbanisme.

ARRETE

Article 1 :

Le permis de construire est **ACCORDE** sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

Le projet, objet de la présente demande, nécessitant la réalisation d'un dispositif d'assainissement non collectif il est rappelé l'obligation qui est faite au constructeur, au titre de la loi sur l'eau :

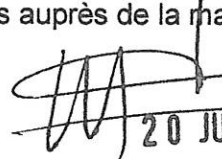

__ d'une part, de déposer en mairie, avant toute réalisation des travaux, une déclaration d'installation de ce dispositif, en vue du contrôle de conception du système d'assainissement, par le service compétent. Ce contrôle porte essentiellement sur l'adaptation de la filière en fonction

de la nature du sol, le dimensionnement et le bon positionnement des ouvrages d'assainissement sur la parcelle

_ et, d'autre part, de ne recouvrir l'installation qu'après contrôle de la bonne exécution des travaux par ce même service.

Tout renseignement complémentaire concernant les formalités à accomplir, le formulaire à utiliser et les pièces à joindre à la déclaration précitée peuvent être obtenus auprès de la mairie.

A Fronton

 20 JUN 2011 

LE MAIRE
PAR DELEGATION LE MAIRE ADJOINT
CHARGÉ DE L'URBANISME ET DU CADRE DE VIE
Michel FARDOU

INFORMATION RELATIVE A LA FISCALITE LIEE A LA REALISATION DE L'OPERATION

La réalisation du projet donnera lieu au versement de :

- la taxe locale d'équipement (T.L.E.)
- la taxe départementale pour le financement des dépenses des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (T.D.C.A.U.E.).

Ces taxes seront liquidées ultérieurement par le service urbanisme du SIV.

La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

Sur présentation d'une attestation de l'organisme de financement précisant que le prêt aidé à l'accession de la propriété ou la prêt locatif aidé a été octroyé, l'intéressé est susceptible de bénéficier d'une réduction du montant de ces taxes.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE: les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

- DUREE DE VALIDITE : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- DROITS DES TIERS : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

- DELAIS ET VOIES DE RECOURS : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Avis d'imposition

<p style="text-align: center;">SERVICE D'ASSIETTE</p> <p>Syndicat Intercommunal A Vocation Multiple à la Carte du Canton de Fronton</p> <p>Adresse : 3 Rue du Vigé BP 26 31620 BOULOC ☎ : 05.61.82.13.32</p>	<p>TRESOR PUBLIC : (Date et cachet)</p> <p>TRESORERIE MURET 24 Rue Clément ADER 31600 MURET RIB 30001 00833 319D00000000-92 ☎ : 05 62.11.60.80 Fax : 05 62 11 60 81</p>
--	---

EXPEDIE le 10 OCT 2011

TAXES EXIGIBLES			1. TAXE LOCALE D'EQUIPEMENT (**)		2. TAXE DEP. POUR LE C.A.U.E		3. TAXE DES ESPACES NATURELS SENSIBLES		4. TAXE SPECIFIQUE DEPARTEMENTALE OU REGIONALE (***)	
Catégorie de constructions (*)	Surface hors œuvre nette taxable (m²) (a)	Valeurs forfaitaires (F/m²) (b)	Taux % (c)	Montant de la taxe (en €) (d)=a×b×c	Taux % (e)	Montant de la taxe (en €) (f)=a×b×e	Taux % (g)	Montant de la taxe (en €) (h)=a×b×g	Taux % (i)	Montant de la taxe (en €) (j)=a×b×i
511	80.00	370.00	5.00	1480.00	0.30	89.00	0.00	0.00		
512	90.00	541.00	5.00	2435.00	0.30	146.00	0.00	0.00		
7	60.00	711.00	5.00	2133.00	0.30	128.00	0.00	0.00		
SOMMES DUES				6048.00		363.00		0.00		
AMENDES FISCALES (en cas de P.V)				0.00		0.00		0.00		
TOTAL POUR CHAQUE TAXE				6048.00		363.00		0.00		

SOMME TOTALE A PAYER : 6411.00 €
(selon l'échéancier ci-dessous)

(*) Voir notice ci-jointe

(**) Organisme bénéficiaire de la T.L.E : Commune

ECHEANCIER DU VERSEMENT A EFFECTUER		
	DATE	MONTANT
<p>Les paiements peuvent être effectués par chèque bancaire, par versements ou virement CCP national mentionné ci dessus . Les frais d'envoi ou de virement sont à la charge de l'expéditeur .</p> <p>Le chèque doit être établi et adressé à l'ordre du TRESOR PUBLIC (Voir références ci dessus) .</p> <p>Pour tout renseignement relatif aux montants et/ou aux échéances de versement, s'adresser au Trésor Public ci dessus .</p> <p>-Le nom de la commune du lieu de construction et le numéro de dossier devront être indiqués au dos du chèque ainsi que la nature de la ou les taxes:</p>	1er échéance 20/06/2012	3387.00 €
	2ème échéance 20/06/2013	3024.00 €

<p>CONDITION D'EXIGIBILITE</p> <p>Autorisation initiale en date du : 20/06/2011</p> <p>Taxation initiale</p> <p>LIQUIDATION</p> <p>Titre de recette : bordereau de transmission N° de bordereau : 7 N° de ligne : 9</p>	<p>REFERENCES A RAPPELER DANS TOUTE CORRESPONDANCE</p> <p style="text-align: right;">Orig. Modif TI</p> <p>Dossier N° PC 031202 11S0012 Adresse de l'opération : VERGNES 31620 Fronton</p> <p>DESTINATAIRE </p> <p>Monsieur BROCCO Pierre Olivier 15 Rue des Bourdisquettes 31 620 FRONTON</p>
--	---

Déclaration d'ouverture de chantier

cerfa
N° 13407*02

1/2

Déclarer que vous avez commencé les travaux
ou aménagements autorisés.

La présente déclaration a été reçue à la mairie

le 20/06/2013

Cachet de la mairie et signature du receveur

1 - Designation du permis

☒ Permis de construire ⇒ N° 2312221150012

☐ Permis d'aménager ⇒ N°

2 - Identité du déclarant

Vous êtes un particulier

Madame ☐ Monsieur ☒

Nom : BROCCO

Prénom : Pierre-Olivier

Vous êtes une personne morale

Dénomination :

Raison sociale :

N° SIRET : Catégorie juridique :

Représentant de la personne morale : Madame ☐ Monsieur ☐

Nom :

Prénom :

3 - Coordonnées du déclarant

Adresse : Numéro : 15 Voie : RUE DES BOURBONNETTES

Lieu-dit : Localité : FRONTON

Code postal : 31620 BP : Cedex :

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays :

Division territoriale :

☒ J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante :

J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, à défaut, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.

4 - Ouverture de chantier

Je déclare le chantier ouvert depuis le : 17.05.2013

☐ Pour la totalité des travaux

☒ Pour une tranche des travaux

Veuillez préciser quels sont les aménagements ou constructions commencés :

chemin d'accès
implantation

Surface créée (en m²) :

Nombre de logements commencés :

dont individuels :

dont collectifs :

Répartition du nombre de logements commencés par type de financement

☐ Logement Locatif Social :

☐ Accession Aidée (hors prêt à taux zéro) :

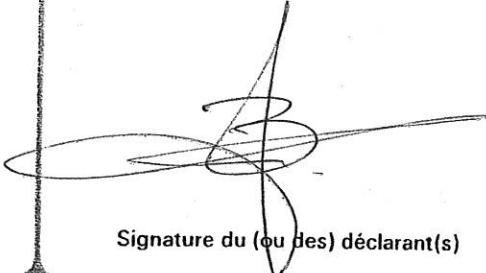
☐ Prêt à taux zéro :

☐ Autres financements :

Je certifie exactes les informations ci-dessus

A : *FRANCOIS*

Le : *20/06/13*



Signature du (ou des) déclarant(s)

Votre déclaration établie en trois exemplaires devra être déposée à la mairie du lieu du projet.

Informations : Outre qu'il comporte des risques liés à un accident ou une malfaçon toujours possible, le recours à un travailleur non déclaré est passible des sanctions prévues par les articles L. 362-3 et R. 362-3 du Code du travail. Au moment de l'ouverture du chantier, le bénéficiaire doit être en possession de la preuve qu'il a souscrit une assurance dommage-ouvrages : à défaut, il encourt des sanctions pénales, sauf s'il construit pour lui-même ou sa proche famille.

Dans le délai de 90 jours à compter du moment où les locaux sont utilisables, même s'il reste encore des travaux à réaliser, le propriétaire doit adresser une déclaration par local (maison individuelle, appartement, local commercial, etc) au centre des impôts ou au centre des impôts fonciers (consulter ces services). Ces obligations déclaratives s'appliquent notamment lorsque le permis ou la déclaration préalable ont pour objet la création de surfaces nouvelles ou le changement de destination de surfaces existantes. Le défaut de déclaration entraîne la perte des exonérations temporaires de taxe foncière de 2, 10, 15 ou 20 ans (dispositions de l'article 1406 du Code général des impôts).

Si vous êtes un particulier : la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande. Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre : ☐

